

https://www.lematin.ch/suisse/suisse-romande/caisse-pension-etat-doit-decarboniser/story/27703255?fbclid=IwAR1yQaE1YvJVTGgihxVm8-3ptRT07GFsmj2OkpKDdcti60WIYQ_xMmO7gA0



Samedi 25 mai 2019 /

LA CAISSE DE PENSION DE L'ETAT DOIT SE «DÉCARBONISER»

Un mouvement citoyen, appuyé par Jacques Dubochet et Luc Recordon, enjoint la CPEV à détricoter ses investissements dans les énergies fossiles.



Les citoyens soutenant l'initiative, ce vendredi 24 mai à Lausanne. Image: Keystone

Un mouvement citoyen, Divest Vaud, demande à la Caisse de pension de l'Etat (CPEV) de tenir compte de l'urgence climatique. Il a créé une plateforme en ligne où les affiliés peuvent exiger de leur caisse un désinvestissement dans les énergies fossiles.

Le site internet divest-cpev.ch, qui ne s'adresse pas uniquement aux affiliés de la caisse, a été lancé ce vendredi après-midi à Lausanne, avec le soutien d'une dizaine de personnalités vaudoises, dont le prix Nobel de chimie Jacques Dubochet et l'ancien conseiller aux Etats Luc Recordon.

«Les caisses de pension gèrent notre argent. Nous avons tous quelque chose à dire sur ses placements», a expliqué devant la presse Sandro Leuenberg, chef de projet de l'Alliance climatique Suisse.

«C'est un bon axe pour faire changer les choses», a renchéri Luc Recordon. «La pression économique a un potentiel énorme pour modifier les comportements en matière changement climatique», a affirmé l'ancien sénateur des Verts.

Risque financier

Dans son appel à la CPEV, Divest Vaud réclame une stratégie d'investissement qui respecte l'Accord de Paris sur le climat, celui-ci prévoyant de limiter la hausse des températures à 1,5 degré. «Voulons-nous que nos retraites participent à un meilleur avenir ?», a écrit le mouvement dans son appel aux affiliés de la CPEV.

Outre la question de la responsabilité écologique, Divest Vaud a affirmé que les investissements fossiles constituaient un risque financier pour les assurés. «Cette branche n'a pas d'avenir. Les caisses de pension doivent penser à long terme», a déclaré Philippe Thalmann, professeur d'économie à l'EPFL.

Un processus évolutif

Contacté par Keystone-ATS, le président de la CPEV, Stephen Sola, a relevé que les questions environnementales figuraient parmi les priorités de la caisse. «Cela fait plusieurs années que nous travaillons sur des stratégies d'investissement en lien avec le climat», a-t-il souligné.

Stephen Sola a toutefois reconnu qu'il y avait «encore du travail» et que ce processus devait se faire «de façon évolutive», sachant que la CPEV doit avant tout assurer la pérennité des prestations aux assurés. «Nous ne pouvons pas nous permettre de péjorer le rendement de la caisse. C'est une stratégie assez fine à mener», a-t-il dit.

A Genève également

Divest Vaud n'est pas le seul groupe à avoir de telles revendications. A Genève également, la Caisse de prévoyance de l'Etat (CPEG) a été critiquée pour sa lenteur sur le thème climatique. «Au lieu d'investir dans les énergies vertes, la CPEG préfère entamer un dialogue avec les entreprises des combustibles fossiles», a déploré jeudi le Groupe d'assurés pour le désinvestissement dans un communiqué.

Ce groupe, qui réunit une centaine d'assurés de la CPEG, réclame notamment une décarbonisation du portefeuille, avec comme objectif une diminution de 50% de l'empreinte carbone d'ici 2025. Il affirme avoir demandé, en vain, une discussion avec la CPEG à ce sujet. (ats/nxp)